

Arrondissement de PRIVAS

MAIRIE DE SAINT-JUST D'ARDECHE (07700)

CONSEIL MUNICIPAL

MENTION DE LA CONVOCATION AU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Convocation du 08 juillet 2020

La convocation a été adressée individuellement à chaque membre du Conseil Municipal pour la réunion qui aura lieu le 15 juillet 2020, à 18 heures.

Le Maire,
Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE

PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 15 JUILLET 2020

Nombre de Conseillers :	L'an deux vingt,
En exercice: 19	le 15 juillet à 18 heures,
Présents : 12	le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-JUST D'ARDECHE,
Votants : 14	dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Mairie,
	sous la présidence de Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE.

PRESENTS : Brigitte PUJUGUET-GUIGUE, Maire, Isabelle ROSIN, PETITJEAN Michèle, José ORENES LERMA, LLORENS Augustin, FEO Cédric, ODEYER Bruno, Marlène ALVES.

BABIN Jean-François, RAHJI Fatima, COMBRET Thierry, HARDIN Emmanuelle, LACROIX Séverine, HUTTIER Lucie, GUIGUE Paul, BOESSO Dominique, Jérôme PRADIER LAGET, Céline FOREST, Mickaël ROBERT.

Absent ou excusé : Mme Lucie HUTIER donne procuration à Madame ALVES Marlène. Monsieur GUIGUE Paul donne procuration à Madame PUJUGUET-GUIGUE, Monsieur ODEYER Bruno donne pouvoir à Monsieur FEO et Madame Dominique BOESSO donne pouvoir à Monsieur PRADIER-LAGET.

Les conseillers présents, représentant la majorité des membres en exercice, ont procédé, conformément à l'article L 2121-15 du CGCT, à la désignation de Séverine LACROIX en qualité de secrétaire de séance.

En outre, il a été décidé d'adjoindre à ce secrétaire, en qualité d'auxiliaire pris en dehors du Conseil, Véronique BRUNEAU, Secrétaire de mairie, qui assistera à la séance, mais sans participer à la délibération.

Il est donné lecture des délibérations prises lors de la séance du 10 juillet 2020.
Le procès-verbal de la séance du 10 juillet 2020 est adopté.



Objet : Indemnités de fonction Maire, Adjointes et Délégué

Le Conseil Municipal,

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2123-20 à L 2123-24-1 ;

- Considérant que le code susvisé fixe des taux maximaux et qu'il y a donc lieu de déterminer le taux des indemnités allouées au maire, aux adjoints et aux conseillers municipaux.

- ☐ Maire : 46,09 %.
- ☐ Adjointes : 17,68%.
- ☐ Conseillers municipaux : 5,35 %.

Après en avoir délibéré (4 abstentions), le Maire demande au conseil :

- de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire, d'Adjoint et de conseiller municipal, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux (maire et adjoints) en exercice, aux taux suivants (conformément au barème fixé par les articles L 2123-23, L 2123-24 et L 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales) ci-dessus,

- **Dit** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

- **Dit** que ces indemnités rentrent en vigueur à compter de la date de désignation du maire, à la date de délégation de fonctions aux adjoints et au conseiller municipal délégué.

Madame le Maire insiste sur le fait que le montant sera revu au regard de l'impact sur le budget de la commune qu'elle n'a pas encore pu analyser.

Objet : Délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal

Madame le Maire expose que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et pour la durée du présent mandat, Madame le Maire demande au Conseil de lui confier les délégations suivantes :

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, qui peuvent être passés en la forme négociée en raison de leur montant, lorsque les crédits sont prévus au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

- 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
 - 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
 - 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
 - 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, et de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code ;
 - 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, à concurrence de 1.500 € ;
 - 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000 € par sinistre ;
- En cas d'absence ou d'empêchement du Maire, les adjoints, dans l'ordre du tableau, exerceront les délégations données au Maire.

Il convient de remarquer que ces délégations portent sur des compétences de l'assemblée délibérante : le Maire titulaire de délégations en vertu de l'article L.2122-22 du CGCT prend des décisions équivalentes juridiquement à des délibérations, qui sont soumises au même régime de publicité.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, acte ces délégations à l'unanimité.

Objet : Commissions Municipales
--

L'article L.2121-22 du CGCT permet au conseil municipal de constituer des commissions d'instruction composées exclusivement de conseillers municipaux. Ces commissions municipales peuvent être formées au cours de chaque séance du conseil municipal ou avoir un caractère permanent et sont, dans ce cas, constituées dès le début du mandat du conseil.

Dans les communes de 1000 habitants et plus, les différentes commissions municipales devront être composées de façon à ce que soit recherchée, dans le respect du principe de représentation proportionnelle, une pondération qui reflète fidèlement la composition de l'assemblée municipale et qui assure à chacune des tendances représentées en son sein la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, sans que les différentes tendances ne bénéficient nécessairement toujours d'un nombre de représentants strictement proportionnel au nombre de conseillers municipaux qui les composent.

Etant précisé que Madame le Maire est membre de droit de l'ensemble des Commissions, le Conseil Municipal procède aux désignations suivantes :

COMMISSION DES FINANCES –SUIVI DU PROGRAMME ELECTORAL
--

Sous la responsabilité de Madame Brigitte PUJUGUET GUIGUE, Maire, qui sera assistée de **l'ensemble des membres du Conseil Municipal**, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

COMMISSION DES TRAVAUX, ET VOIRIE
--

Les sièges sont à répartir à la proportionnelle (hormis le Maire). Madame le Maire propose la liste de nom suivante :

Voir tableau en annexe de la délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces propositions.

COMMISSION VIE ASSOCIATIVE – AFFAIRES SPORTIVES – JEUNESSE – FESTIVITES - CULTURE

Les sièges à répartir à la proportionnelle (hormis le Maire). Madame le Maire recueille les candidatures et propose la liste de nom suivante :

- Voir tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

COMMISSION AFFAIRES SCOLAIRES

Le nombre de sièges à répartir à la proportionnelle (hormis le Maire). Madame le Maire recueille les candidatures et propose la liste de nom suivante :

- Voir tableau joint à la présente délibération.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

COMMISSION COMMUNALE D'ACTION SOCIALE – HANDICAP - SANTE
--

Les dispositions afférentes à la composition du conseil d'administration des centres communaux d'action sociale et au mode de désignation des administrateurs, élus ou nommés, sont codifiées aux articles L.123-6, R.123-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles, ainsi qu'à l'article L.237-1 du code électoral.

Les membres élus (hormis le président qui est le maire) et les membres nommés sont en nombre égal au sein du conseil d'administration.

C'est par un arrêté du Maire que sont nommés les membres représentants : un représentant les associations qui oeuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion, un représentant les associations familiales désigné sur proposition de l'union départementale des associations familiales, un représentant les associations de retraités et de personnes âgées du département et un représentant les associations de personnes handicapées du département.

Madame le Maire propose 4 sièges à répartir à la proportionnelle (hormis le Maire). Elle recueille les candidatures et propose la liste de nom suivante :

- Voir tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

TOURISME – PATRIMOINE - ENVIRONNEMENT

Les sièges sont à répartir à la proportionnelle (hormis le Maire). Madame le Maire recueille les candidatures et propose la liste de nom suivante :

- Voir tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

COMMISSION PREVENTION SECURITE –GESTION DES RISQUES

Les sièges sont à répartir à la proportionnelle (hormis le Maire). Madame le Maire recueille les candidatures et propose la liste de nom suivante :

- Voir tableau annexé à la présente délibération.
-

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

La commission sera probablement assistée également d'un ASVP dès de recrutement par la commune.

COMMISSION COMMUNICATION

Les sièges sont à répartir à la proportionnelle (hormis le Maire). Madame le Maire recueille les candidatures et propose la liste de nom suivante :

- Voir tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

COMMISSION AFFAIRES AGRICOLES

Madame le Maire recueille les candidatures et propose la liste de nom suivante :

- Voir tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

COMMISSION GRANDS PROJETS

Madame le Maire recueille les candidatures et propose la liste de nom suivante :

- Voir tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Objet : Désignation des délégués auprès des structures intercommunales

Le conseil municipal,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5211-7 du CGCT
- Considérant qu'il convient de désigner les délégués de la commune auprès des structures intercommunales,
- Après avoir procédé, **au scrutin secret** et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection des délégués,

PROCLAME :

Au SGGG (statuts de 2009)

Délégués titulaires 1-Madame ROSIN DEBRABANT Isabelle
2-Madame ALVES Marlène

Délégué suppléant 1-Monsieur GUIGUE Paul

Au SIFA – Syndicat Intercommunal pour la Construction et l'Exploitation d'un Chenil

Délégué titulaire 1- Madame ALVES Marlene

Délégué suppléant 1- Monsieur Thierry COMBRET

Au SIVU – Syndicat Intercommunal à Vocation Unique des Communes du Sud du Canton de BOURG ST ANDEOL (Salle Omnisports)

-Voir tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Au CNAS

Délégué Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE

Objet : Désignation des Membres des commissions et organismes extérieurs de la communauté de commune DRAGA.

-Voir tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Objet : Etablissement public territorial de Bassin versant de l'Ardèche : convention d'auto surveillance des sites de baignade pour la saison 2020

Madame le Maire donne lecture à l'Assemblée du projet de convention rédigée par l'Etablissement Public Territorial du Bassin Versant de l'Ardèche (EPTB) pour la mise en œuvre de l'auto surveillance des baignades. Cette convention aurait pour objet la mise en œuvre pendant la saison balnéaire 2020 de l'auto surveillance des baignades déclarées relevant de la directive 2006/7/CE dite « baignade » et du code de la santé publique. La Personne Responsable de la Baignade assure une auto surveillance de la qualité de l'eau.

L'auto surveillance consiste à suivre des indicateurs permettant de déclencher les mesures de gestion du risque sanitaire. L'établissement public territorial propose cette convention afin de mutualiser la mission à l'échelle du bassin versant.

Le coût serait de l'ordre de 300 € TTC pour l'auto surveillance du site du Pont cassé avec un prélèvement tous les 15 jours et de 800 € TTC environ pour des analyses ponctuelles, des interprétations si nécessaire en fonction des besoins si pollution, suivi temps de pluie, etc.

Madame le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer cette convention.

Conseil Municipal après en avoir délibéré

- **VALIDE** la convention pour la mise en œuvre de l'auto surveillance des baignades
- **AUTORISE le maire** à signer la convention.

<p><u>Objet</u> : Délibération autorisant le recrutement d'agents sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité et/ou faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité.</p>
--

Madame le Maire expose aux membres de l'assemblée que :

Vu la loi n°84-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction Publique Territoriale et notamment l'article 3-1° et/ou l'article 3-2°,

Considérant que les besoins du service peuvent justifier du recrutement d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité et/ou faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité et/ou faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité,

Sur le rapport de Madame le Maire,

Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

-AUTORISE LE MAIRE pour la durée de son mandat, à recruter en tant que de besoin, des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité et/ou faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité.

Madame le Maire sera chargée de la constatation des besoins concernés, ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions exercées et de leur profil.

La rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence.

- PREVOIT à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Objet : Autorisation de Madame Isabelle ROSIN DEBRABANT pour signer tous documents relatif à un acte administratif de cession ou d'acquisition.

Monsieur le Maire rappelle qu'en application de l'article L 1311-13 du Code Générale des Collectivités Territoriales (créée par Ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 art.3 VII),

« Les Maires (...) sont habilités à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au bureau des hypothèques, les actes concernant les droits réels immobiliers ainsi que les baux, passés en la forme administrative par ces collectivités (...). »

De ce fait il est nécessaire de procéder à une double signature, le maire se substituant « au notaire » pour authentifier l'acte ne peut représenter la commune ».

Afin de pouvoir établir un acte administratif de vente ou d'acquisition, il convient de désigner Madame Isabelle ROSIN DEBRABANT à signer tous les documents se rapportant à une cession ou une acquisition (dossier d'enquête publique, document d'arpentage, fiches immobilières, demandes d'actes etc...).

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DESIGNE** Madame ROSIN DEBRABANT en tant que représentant de la commune pour signer tous les documents se rapportant aux actes en la forme administrative s'agissant d'une acquisition ou d'une cession et de l'acte en lui-même.

Objet : Exonération pour l'année 2020 de taxe de terrasse et de droit de place (COVIS-19)

Rappel :

“Madame la Maire est autorisée à accorder une exonération de taxes de terrasses et droit de place des redevances d'occupation du domaine public dues par les exploitants d'une activité commerciale durable sur le domaine public de Saint Just d'Ardèche, en raison de l'épidémie liée au COVID-19, au titre 2020.”

Madame le Maire expose :

Depuis janvier 2020, une épidémie de Coronavirus COVID-19 s'est propagée depuis la Chine. Dès le 24 janvier 2020, plusieurs cas d'infection au Coronavirus ont été confirmés en France. Le 14 mars 2020 a été décidé le passage en stade 3 du plan de lutte contre l'épidémie, imposant la mise en œuvre de mesures impératives, et, afin de ralentir la propagation du virus COVID-19, plusieurs arrêtés ministériels successifs ont interdit la poursuite de l'activité dans certaines catégories d'établissements, **tels les salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles, les magasins de vente et centres commerciaux, les restaurants et débits de boissons, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter, les bibliothèques, les établissements**

sportifs couverts, les établissements de plein air, les établissements d'éveil, d'enseignement, de formation.

Afin de prévenir la propagation du virus COVID-19, le déplacement de toute personne hors de son domicile, à l'exception des déplacements pour certains motifs limitativement énumérés, a également été interdit jusqu'au 31 mars 2020, par décret du 16 mars 2020, avant d'être prolongé jusqu'au 11 mai 2020.

Ici à Saint Just, les guinguettes de la plage labélisée pavillon bleu, ainsi que le bar-hôtel de la Tour ont souffert de ces fermetures ministérielles.

Il a donc été décidé par solidarité avec les commerçants, que la commune de Saint Just d' Ardèche exemptera de taxe de terrasse le Bar-Hôtel de la tour pour l'année 2020, ainsi que de droit d'occupation du domaine public les guinguettes de la plage.

Aucun vote / délibération de principe

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à heures minutes.

Le présent procès-verbal, dressé et clos en double exemplaire a été, après lecture, signé par Madame le Maire.

Le Maire,
Brigitte PUJUGUET-GUIGUE